

BORDEREAU INPI - DEPOT D'ACTES DE SOCIETES

Vos références :

Nos références : n° de dépôt : **A2004/002004**
n° de gestion : **1977B00538**
n° SIREN : **311 903 496 RCS Grenoble**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Grenoble certifie avoir procédé le 18/03/2004 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

BUIRON BRET MAGNIN BACCI ET ASSOCIES société à responsabilité limitée
4 rue Paul Valerian Perrin - zi la Tuilerie II 38170 Seyssinet -FRANCE-

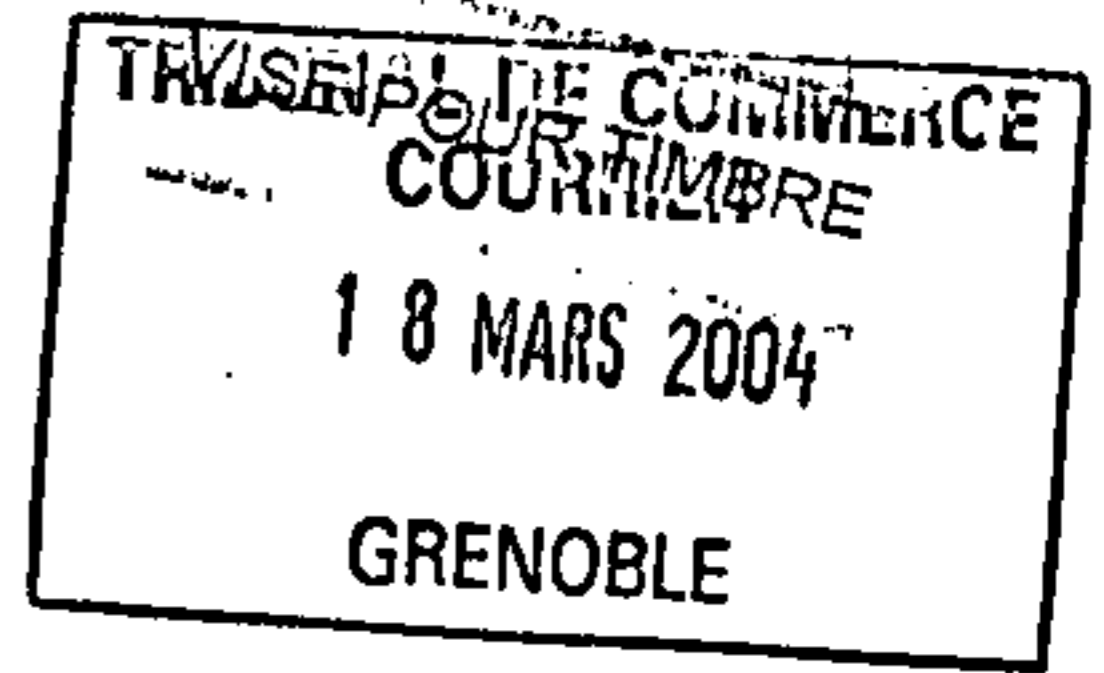
Ce dépôt comprend les pièces suivantes :

acte sous seing privé du 16/02/2004 (2 exemplaires)
procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 10/02/2004 (2 exemplaires)
statuts mis à jour (2 exemplaires)

Concernant les événements RCS suivants :

cession de parts
modification des statuts

2004



CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES

- Monsieur Alain BRET, né le 27 juillet 1949 à ROYBON (38), demeurant 7 Clos Saint Bruno à CORENC (38700),
- Monsieur Joël MAGNIN, né le 9 décembre 1947 à GRENOBLE (38), demeurant 102 Chemin des Devants à POMY PRINGY (74370),

Ci-après dénommé les « cédants »

D'UNE PART,

- Madame Claude LESAGE, née le 16 mai 1951 à QUIMPER (29), demeurant 2 allée des Saules à MEYLAN (38240), épouse de Monsieur Jacques BENSIMON, né le 2 février 1953 à la TRONCHE, avec lequel elle est mariée, sous le régime de la communauté universelle, aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître Paul GOURGUE, en date du 16 novembre 1995 et homologué suivant jugement du Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE du 21 octobre 1996.

Ci-après dénommée la « cessionnaire »

D'AUTRE PART

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

EXPOSE :

La société "BUIRON BRET MAGNIN ET ASSOCIES" constituée en société anonyme et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE en date du 28 décembre 1977, a par application des articles 236 à 238 de la loi du 24 juillet 1966, été transformée en société à responsabilité limitée suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} août 1995.

La société "BUIRON BRET MAGNIN BACCI & ASSOCIES", au capital de 1550.000 €, sise à SEYSSINET (38170) La Tuilerie II - 4 rue Paul Valérien Perrin est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE sous le numéro 311 903 496.

Le capital social, divisé en neuf mille cent quatre-vingt-seize (9.196) parts de quotité égale est actuellement réparti comme suit :

- à Monsieur Alain BRET, à concurrence de deux mille deux cent soixante neuf parts, numérotées de 1 à 2.269, ci 2.325
- à Monsieur Bernard BUIRON, à concurrence de mille trois cent quarante neuf parts, numérotées de 2.271 à 3.619, ci 1.349
- à Monsieur Joël MAGNIN, à concurrence de deux mille trois cent vingt cinq parts, numérotées de 4.541 à 6.865, ci 2.325
- à Monsieur Frédéric GRANIER, à concurrence de cent quatre vingt neuf parts, numérotées de 6.867 à 7.055, ci 189
- à Monsieur Luc PASSERINI, à concurrence de cent quatre vingt neuf parts, numérotées de 7.056 à 7.244, ci 189

Handwritten initials and a signature.

- à Madame Geneviève BUIRON, à concurrence de cinquante six parts, numérotées de 7.245 à 7.300, ci	56
- à Monsieur Eric BACCI, à concurrence de neuf cent vingt-trois parts, numérotées 2.270, 4.540 et 7.357 à 8.276, ci	923
- à la Société « ORFIS » à concurrence de neuf cent vingt parts numérotées de 8.277 à 9.196, ci	920
- à Monsieur Eric VIEUX-MELCHIOR, à concurrence de neuf cent vingt parts, numérotées de 3.620 à 4.539, ci	920

Total égal au nombre de parts composant le capital social, soit neuf mille cent quatre-vingt-seize parts, ci	9.196

Aux termes des statuts de la société, celle-ci a pour objet, l'exercice de la profession d'expert comptable telle qu'elle est définie par les textes législatifs et réglementaires, et l'exercice de la profession de commissaire aux comptes et de toutes les fonctions s'y rattachant.

La durée de la société est de soixante années.

La gérance est à ce jour assurée par Messieurs Bernard BUIRON, Alain BRET, Joël MAGNIN, Eric BACCI et Eric VIEUX MELCHIOR, nommés à leurs fonctions pour une durée indéterminée.

CECI EXPOSE, IL EST PASSE A LA CESSION DE PARTS, OBJET DES PRESENTES :

CESSION

Messieurs Alain BRET et Joël MAGNIN, cèdent et transportent par les présentes, sous les garanties ordinaires et de droit à Madame Claude LESAGE, qui l'accepte, une (1) part sociale chacun, soit au total deux (2) parts sociales leur appartenant dans la société "BUIRON BRET MAGNIN BACCI & ASSOCIES" numérotées 2.269 et 6.865.

PROPRIETE – JOUISSANCE

Madame Claude LESAGE aura la jouissance et la propriété des parts cédées et sera subrogée à compter du 16 février 2004 dans tous les droits et obligations attachés auxdites parts en vertu des dispositions légales, réglementaires et statutaires.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de deux cent dix euros (210 €) la part, soit au total quatre cent vingt euros (420 €), payé comptant, par chèque, ce jour aux cédants.

Les cédants le reconnaissent expressément et en donne quittance entière et définitive au cessionnaire, sous réserve de bon encaissement.

DONT QUITTANCE

AFFIRMATION DE SINCERITE – DECHARGE DU REDACTEUR

Le rédacteur des présentes a informé les parties, qui le reconnaissent, des sanctions applicables aux insuffisances et aux dissimulations du prix, et aux fausses affirmations de sincérité.

De son côté, chacune des parties affirme, sous les peines édictées par l'article 1837 du C.G.I que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu entre eux.

- renoncer irrévocablement à revendiquer personnellement la qualité d'associé au titre de la moitié des parts acquises.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires afférents aux présentes seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige.

CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution des présentes seront soumises au Tribunal de Commerce de Grenoble.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de cette cession de parts sociales, les soussignés font élection de domicile en leur demeure respective, telles qu'indiquées en tête des présentes.

Fait à SEYSSINET PARISSET, le seize février deux mille quatre

En sept originaux, dont un pour chacune des parties, un pour l'enregistrement, un pour la signification à la société et deux pour le dépôt au Tribunal de Commerce de GRENOBLE.

Alain BRET

(Bon pour cession d'une part

Bon pour quittance)

Bon pour cession d'une part, Bon pour quittance

Claude LESAGE

(Bon pour acceptation de deux parts).

Bon pour acceptation de deux parts

C. Lesage

Joël MAGNIN

(Bon pour cession d'une part

Bon pour quittance)

Bon pour cession
d'une part
Jacques BENSIMON



Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DE GRENOBLE-CHARTREUSE

Le 12/03/2004 Bordereau n°2004/194 Case n°6

Ext 972

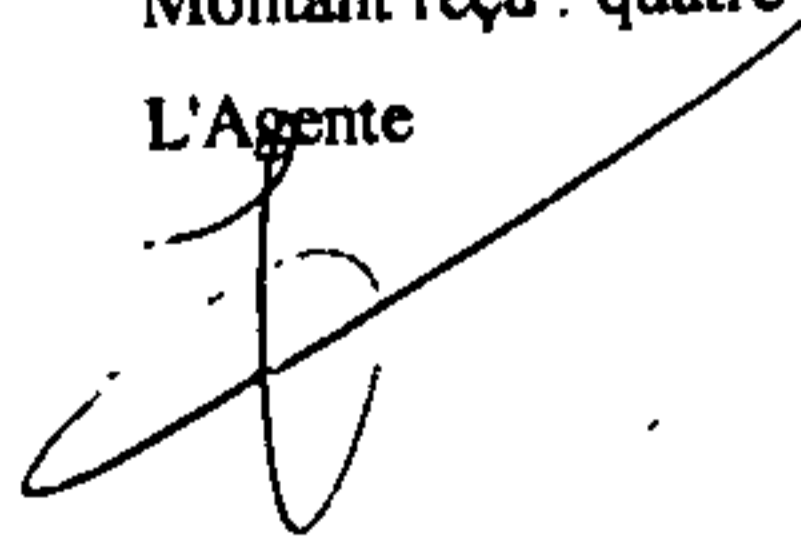
Enregistrement : 20 €

Timbre : 72 €

Total liquidé : quatre-vingt-douze euros

Montant reçu : quatre-vingt-douze euros

L'Agente



DUPLICATA

**Certifié conforme
à l'original
Signature du représentant légal**



« BUIRON BRET MAGNIN BACCI & Associés »
S.A.R.L. au capital de 1.550.000 €
Siège : La Tuilerie II
4 Rue Paul Valérien Perrin
38170 SEYSSINET PARISSET
311 903 496 R.C.S. GRENOBLE

TRIBUNAL DE COMMERCE
13 MARS 2004
GRENOBLE

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

(Séance du 10 février 2004)

L'AN DEUX MILLE QUATRE
Le dix février à dix-huit heures

Les associés de la société "BUIRON BRET MAGNIN ET ASSOCIES", société à responsabilité limitée au capital de 1.550.000 Euros divisé en 9.196 parts de quotité égale, se sont réunis au siège social à SEYSSINET PARISSET (38170) La Tuilerie II - 4 Rue Paul Valérien Perrin, sur convocation de la gérance.

Il résulte de la feuille de présence qui a été émargée par chaque associé en entrant en séance que sont présents ou représentés :

- Monsieur Alain BRET, propriétaire de	2.269 parts
- Monsieur Bernard BUIRON, propriétaire de	1.349 parts
- Monsieur Joël MAGNIN, propriétaire de	2.325 parts
- Monsieur Frédéric GRANIER, propriétaire de	189 parts
- Monsieur Luc PASSERINI, propriétaire de	189 parts
- Madame Geneviève BUIRON, propriétaire de	56 parts
- Madame Anne Marie BRET, propriétaire de	56 parts
- Monsieur Eric BACCI, propriétaire de	923 parts
- Société ORFIS, propriétaire de représentée par Monsieur Michel CHAMPETIER	920 parts
- Monsieur Eric VIEUX-MELCHIOR, propriétaire de	920 parts

Plus de trois quarts des parts sociales étant représentée, les conditions requises par la loi et les statuts pour la validité des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont réunies et l'assemblée est déclarée régulièrement constituée.

L'assemblée est présidée par Monsieur Alain BRET, en sa qualité d'associé co-gérant.

Il dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- le texte des résolutions proposées à l'assemblée,
- le rapport de la gérance,
- un exemplaire des statuts.

Puis, il rappelle que les associés doivent délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- autorisation de cession par Messieurs Alain BRET et Joël MAGNIN d'une part sociale chacun, au profit de Madame Claude LESAGE, tiers étranger à la société,



- constatation de l'attribution de parts de communauté à Monsieur Alain BRET,
- mise à jour des statuts,
- pouvoirs pour formalités.

Le Président commente brièvement les points figurant à l'ordre du jour.

Personne ne demandant la parole, le président met aux voix les résolutions suivantes découlant de l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire autorise, dans les conditions prévues à l'article 10-III des statuts, la cession par Messieurs Alain BRET et Joël MAGNIN d'une (1) part sociale chacun, numérotées 2.269 et 6.865, au profit de Madame Claude LESAGE, Expert Comptable, née le 16 mai 1951 à QUIMPER (29), demeurant 2 allée des Saules (38240) MEYLAN.

L'assemblée générale déclare en conséquence agréer Madame Claude LESAGE en qualité d'associée de la société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale prend acte de ce que Madame Anne-Marie BRET a souhaité renoncer définitivement à sa qualité d'associée au titre des parts appartenant à la communauté au profit de Monsieur Alain BRET.

L'assemblée générale constate en conséquence que les cinquante-six (56) parts numérotées 7.301 à 7.356 inscrites au nom de Madame Anne-Marie BRET sont désormais attribuées à Monsieur Alain BRET.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, en conséquence des résolutions qui précèdent, et sous la condition suspensive de la réalisation et de la signification à la société de la cession sus-autorisée, décide de modifier comme suit l'article 7 des statuts :

ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL

Compte tenu des apports initiaux et successifs, et des sommes y incorporées, le capital social s'élève à un million cinq cent cinquante mille Euros (1.550.000 €).

Il est divisé en neuf mille cent quatre-vingt-seize (9.196) parts numérotées 1 à 9.196 de quotité égale, entièrement libérées et attribuées aux associés, savoir :

- | | |
|---|-------|
| - à Monsieur Alain BRET, à concurrence de deux mille trois cent vingt-quatre parts, numérotées de 1 à 2.268 et 7.301 à 7.356 , ci | 2.324 |
| - à Monsieur Bernard BUIRON, à concurrence de mille trois cent quarante-neuf parts, numérotées de 2.271 à 3.619, ci | 1.349 |
| - à Monsieur Joël MAGNIN, à concurrence de deux mille trois cent vingt quatre parts, numérotées de 4.541 à 6.864, ci | 2.324 |

- à Monsieur Frédéric GRANIER, à concurrence de cent quatre vingt neuf parts, numérotées de 6.867 à 7.055, ci	189
- à Monsieur Luc PASSERINI, à concurrence de cent quatre vingt neuf parts, numérotées de 7.056 à 7.244, ci	189
- à Madame Geneviève BUIRON, à concurrence de cinquante six parts, numérotées de 7.245 à 7.300, ci	56
- à Monsieur Eric BACCI, à concurrence de neuf cent vingt-trois parts, numérotées 2.270, 4.540 et 7.357 à 8.276, ci	923
- à la Société « ORFIS » à concurrence de neuf cent vingt parts numérotées de 8.277 à 9.196, ci	920
- à Monsieur Eric VIEUX-MELCHIOR, à concurrence de neuf cent vingt parts, numérotées de 3.620 à 4.539, ci	920
- à Madame Claude LESAGE, à concurrence de deux parts numérotées 2.269 et 6.865, ci	2

Total égal au nombre de parts composant le capital social, soit neuf mille cent quatre-vingt-seize parts, ci	9.196

(Le reste sans changement)

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue d'effectuer toutes formalités prescrites par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les associés.

Alain BRET

Bernard BUIRON

Joël MAGNIN

Frédéric GRANIER

Luc PASSERINI

Geneviève BUIRON

Anne Marie BRET

Eric BACCI

Eric VIEUX-MELCHIOR

P. la SA « ORFIS »
Michel CHAMPETIER

Claude LESAGE



"BUIRON BRET MAGNIN BACCI & Associés"

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 1.550.000 €
Siège Social : SEYSSINET PARISET (38170)
La Tuilerie II
4, rue Paul Valérien Perrin
311 903 496 R.C.S. GRENOBLE

STATUTS

Certifié conforme
à l'original
Signature du représentant légal

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'M' or similar, written over the text 'Signature du représentant légal'.

Statuts mis à jour suite à réattribution entre associés de parts appartenant à la communauté et suite à cession de parts sociales du 16 février 2004.

ARTICLE 1 FORME

La société "BUIRON BRET MAGNIN & Associés" constituée en société anonyme et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE en date du 28 décembre 1977, a, par application des articles 236 à 238 de la loi du 24 juillet 1966, été transformée en société à responsabilité limitée suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} août 1995.

Cette société continue d'exister entre les propriétaires des parts ci-après issues des actions anciennes et de celles qui seraient créées ultérieurement et sera désormais régie par les dispositions de la loi du 24 juillet 1966 relatives aux S.A.R.L. ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 OBJET

La société a pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert comptable telle qu'elle est définie par les textes législatifs et réglementaires,
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes et de toutes les fonctions s'y rattachant.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles constituées entre des membres de professions libérales et qui ont pour objet exclusif de faciliter à chacun de ceux-ci l'exercice de leur activité, ni se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupement d'intérêt.

ARTICLE 3 DENOMINATION

La dénomination sociale est : "BUIRON BRET MAGNIN BACCI & Associés"

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à SEYSSINET PARISSET (38170) La Tuilerie II - 4, rue Paul Valérien Perrin.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 DUREE

La durée de la société est fixée à soixante années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 - CONSTITUTION DU CAPITAL

Le capital social résulte des opérations suivantes :

1°) Apports initiaux en numéraire	200.000,00 F
2°) Augmentation de capital par apport en numéraire décidée le 10 décembre 1984	50.000,00 F
3°) Augmentations de capital décidées le 22 décembre 1993 par suite de l'absorption de la société "CABINET BUIRON BRET MAGNIN ET ASSOCIES" d'une somme de	1.400.000,00 F
et par suite de l'absorption de la société "AUDIT ET GESTION ET CONSEILS" d'une somme de	189.000,00 F
4°) Augmentation de capital décidée le 22 décembre 1993 par l'incorporation des primes de fusion dégagées lors des fusions ci-dessus, soit 6.140.952 F et de réserves pour 38.088 F, soit au total	6.179.040,00 F
5°) Augmentation de capital décidée le 12 avril 2001, par apport en numéraire d'une somme de	1.002.800,00 F
6°) Augmentation de capital décidée le 6 juillet 2001 par suite de l'absorption de la société "ORFI", d'une somme de	654.000,00 F
7°) Augmentation de capital décidée le 6 juillet 2001, par apport en numéraire d'une somme de	348.800,00 F
8°) Augmentation de capital décidée le 6 juillet 2001 par incorporation des primes de fusion et d'émission, d'une somme de	143.693,50 F

Total égal au capital social, soit dix millions cent soixante-sept mille trois cent trente-trois francs cinquante centimes	10.167.333,50 F
Et un million cinq cent cinquante mille Euros	1.550.000,00 €

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Compte tenu des apports initiaux et successifs, et des sommes y incorporées, le capital social s'élève à un million cinq cent cinquante mille Euros (1.550.000 €).

Il est divisé en neuf mille cent quatre-vingt-seize (9.196) parts numérotées 1 à 9.196 de quotité égale, entièrement libérées et attribuées aux associés, savoir :

- à Monsieur Alain BRET, à concurrence de deux mille trois cent vingt-quatre parts, numérotées de 1 à 2.268 et 7.301 à 7.356, ci	2.324
- à Monsieur Bernard BUIRON, à concurrence de mille trois cent quarante-neuf parts, numérotées de 2.271 à 3.619, ci	1.349
- à Monsieur Joël MAGNIN, à concurrence de deux mille trois cent vingt-quatre parts, numérotées de 4.541 à 6.864, ci	2.324

- à Monsieur Frédéric GRANIER, à concurrence de cent quatre vingt neuf parts, numérotées de 6.867 à 7.055, ci	189
- à Monsieur Luc PASSERINI, à concurrence de cent quatre vingt neuf parts, numérotées de 7.056 à 7.244, ci	189
- à Madame Geneviève BUIRON, à concurrence de cinquante six parts, numérotées de 7.245 à 7.300, ci	56
- à Monsieur Eric BACCI, à concurrence de neuf cent vingt-trois parts, numérotées 2.270, 4.540 et 7.357 à 8.276, ci	923
- à la Société « ORFIS » à concurrence de neuf cent vingt parts numérotées de 8.277 à 9.196, ci	920
- à Monsieur Eric VIEUX-MELCHIOR, à concurrence de neuf cent vingt parts, numérotées de 3.620 à 4.539, ci	920
- à Madame Claude LESAGE, à concurrence de deux parts numérotées 2.269 et 6.865, ci	2
	<hr/>
Total égal au nombre de parts composant le capital social, soit neuf mille cent quatre-vingt-seize parts, ci	9.196

Il est expressément déclaré que les neuf mille cent quatre-vingt-seize parts sociales ci-dessus, représentant à la fois des apports en numéraire et des apports en nature, qu'elles sont intégralement libérées et qu'elles sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

I - Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la gérance.

II - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés statuant dans les conditions, exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

La dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu. -

ARTICLE 9 PARTS SOCIALES

I Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient régulièrement consenties.

II Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Les apports en industrie permis par la loi donnent lieu à attribution de parts ouvrant droit au partage des bénéfices et de l'actif net, à charge de contribuer aux pertes. Ces parts sont incessibles et intransmissibles ; en cas de cessation d'activité ou de décès de l'apporteur, elles doivent être annulées.

Toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sous réserve de leur responsabilité solidaire vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au delà, tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Une décision collective extraordinaire peut encore imposer le regroupement des parts sociales en parts d'un nominal plus élevé ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve du respect de la valeur nominale minimum fixée par la loi. Les associés sont tenus dans -ce cas -d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au nouveau nominal, ou de, céder les parts excédentaires.

III Indivisibilité, des parts sociales. Exercice des droits attachés aux parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux décisions collectives.

IV Associé unique

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société, laquelle, se trouve de plein droit régie par les dispositions de la loi du 24 juillet 1966 et du décret du 23 mars 1967 relatives aux sociétés à responsabilité limitée ne comportant qu'une seule personne.

L'associé unique est tenu de mettre les statuts en harmonie avec les dispositions précitées dans le plus bref délai.

ARTICLE 10 CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS

I - Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé. Pour être opposable à la société, elle doit être soit acceptée par elle dans un acte notarié, soit signifiée par exploit d'huissier ou au moyen du dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise d'une attestation du gérant. Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe du registre du commerce et des sociétés.

II - Les parts sont librement cessibles entre associés.

III - Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers non associés qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts moyennant un prix fixé d'accord entre les parties ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions des alinéas 4 et 6 du présent paragraphe, sauf dans les cas prévus par la loi.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une autre société.

IV - Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

V - En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté entre époux, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé et, éventuellement, son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société en cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification en cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

VI - La gérance est habilitée à mettre à jour l'article des statuts relatif au capital social à l'issue de toute cession de parts n'impliquant pas le concours de la collectivité des associés.

ARTICLE 11 DECES INTERDICTION FAILLITE D'UN ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés, personne physique ainsi que le redressement judiciaire ou la liquidation des biens d'un associé personne morale n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

ARTICLE 12 GERANCE

I - La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, choisis par les associés.

Le ou les gérants sont toujours rééligibles.

Les gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun d'eux a la signature dont il ne peut faire usage que pour les affaires de la société.

II - Dans les rapports avec les tiers, les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes des gérants qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires, associés ou non, pour un ou plusieurs objets déterminés.

Ils peuvent déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, pour assurer la direction technique et commerciale des affaires de la société et passer avec ce ou ces directeurs un acte déterminant l'étendue de leurs attributions et pouvoirs, la durée de leurs fonctions et l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels.

Les gérants doivent consacrer le temps et les soins nécessaires à la marche des affaires sociales sans être astreints à y consacrer tout leur temps.

Ils peuvent conserver ou prendre des intérêts personnels dans toutes entreprises, sauf d'objet similaire, et y occuper toutes fonctions.

III - Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou par un acte postérieur, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales.

Tout gérant peut résilier ses fonctions, mais seulement à la clôture d'un exercice, en prévenant les associés six mois au moins à l'avance, par lettre recommandée, ceci sauf accord contraire de la collectivité des associés pris à la majorité ordinaire des parts sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues au paragraphe I du présent article.

IV - En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à un traitement fixe, proportionnel ou mixte dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 13 CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Sous réserve des interdictions légales, les conventions entre la société et l'un des associés ou gérants autres que les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée des associés prescrites par la loi.

Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Les associés peuvent, notamment, du consentement de la gérance et aux conditions fixées par celle-ci, laisser ou verser en compte courant leurs fonds disponibles dans les caisses de la société.

ARTICLE 14 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire.

La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des critères suivants : total du bilan montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice. Même si les seuils ci-dessus ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Dans ces cas, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés également par décision collective ordinaire.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.

Ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

ARTICLE 15 DECISIONS COLLECTIVES

I - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Sauf dans les cas où la loi impose la tenue d'une assemblée, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée, par voie de consultation écrite, ou résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

a) Assemblée générale

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou, encore, à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêtée par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants, et, le cas échéant, par le président de séance.

A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès-verbal.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

b) Consultation écrite

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

II - Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

III - Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

ARTICLE 16 DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

ARTICLE 17 DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification de statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile,

- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés,
- par les associés représentant la majorité des parts sociales, en cas de transformation en société anonyme, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 5.000.000 F, et en cas de révocation d'un gérant statutaire,
- par les associés représentant la moitié des parts sociales, pour toute augmentation de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves,
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 18 DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à la disposition sont déterminées par la loi.

En outre, à toute époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 19 COMPTES COURANTS

Avec le consentement de la gérance, chaque associé peut verser ou laisser en compte courant, dans la caisse de la société, les sommes nécessaires à celle-ci.

Ces sommes produisent ou non des intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que déterminé la gérance.

Les intérêts sont portés aux frais généraux et peuvent être révisés chaque année.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, à condition que les remboursements se fassent d'abord sur le compte courant le plus élevé, ou en cas d'égalité, s'opèrent dans les mêmes proportions sur chaque compte. L'ouverture d'un compte courant constitue une convention soumise aux dispositions de l'article 13 des présents statuts.

Aucun associé ne peut effectuer des retraits sur les sommes ainsi déposées sans en avoir averti la gérance au moins trois mois à l'avance.

ARTICLE 20 ANNEE SOCIALE INVENTAIRE

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et charges et l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilan et compte de résultat.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, sont communiqués aux associés dans les conditions et délais prévus par les dispositions réglementaires.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Enfin, tout associé a droit à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social des comptes annuels, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès-verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices.

ARTICLE 21 AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi, s'il y a lieu.

La perte, s'il en existe, est imputée sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportée à nouveau.

ARTICLE 22 PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

ARTICLE 23 CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu, à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit sous réserve des dispositions de l'article 8-11 ci-dessus d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions du premier ou du second alinéa qui précède, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24 DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés.

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital des associés, pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

ARTICLE 25 TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la présente société en société civile, en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts que si la société a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois, et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être

décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.

Toute décision de transformation doit être précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société, même si la société n'a pas habituellement de commissaire aux comptes.

En cas de transformation de la société en société anonyme, un ou plusieurs commissaires chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers sont désignés par le président du tribunal de commerce statuant sur requête. Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article 220 de la loi du 24 juillet 1966.

Leur rapport attestant que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social est tenu au siège social à la disposition des associés huit jours au moins avant la date de l'assemblée. En cas de consultation écrite, le texte du rapport doit être adressé à chacun des associés et joint au texte des résolutions proposées. Ce rapport est déposé au greffe du tribunal de commerce compétent huit jours avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur la transformation et, en cas de consultation écrite, huit jours avant la date limite prévue pour la réponse des associés.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A peine de nullité de la transformation, l'approbation expresse des associés doit être mentionnée au procès-verbal.

La société doit se transformer en société d'une autre forme dans le délai de deux ans, si elle vient à comprendre plus de 50 associés. A défaut, elle est dissoute, à moins que, pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante.

ARTICLE 26 CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient surgir, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales, entre les associés et la société, pendant la durée de la société ou de sa liquidation, sont soumises aux tribunaux compétents.

FIN DE DOCUMENT